



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 027

Le mardi 21 juin 2022

Président : L'honorable Marc Garneau



Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

Le mardi 21 juin 2022

• (1625)

[Traduction]

Le président (L'hon. Marc Garneau (Notre-Dame-de-Grâce—Westmount, Lib.)): Chers collègues et témoins, bonjour.

[Français]

Je déclare la séance ouverte.

Je vous souhaite la bienvenue à la 27^e réunion du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord.

[Traduction]

En cette Journée nationale des peuples autochtones, alors que nous sommes rassemblés sur le territoire non cédé de la nation des Algonquins Anishinabés, je tiens à saluer l'apport des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

[Français]

Aujourd'hui, nous continuons notre quatrième étude, qui porte sur la souveraineté, la sécurité et la préparation d'urgence des peuples autochtones dans l'Arctique.

[Traduction]

Nous avons le plaisir d'accueillir l'honorable Richard Mostyn, ministre des Services aux collectivités, gouvernement du Yukon; le professeur Ken Coates, titulaire d'une chaire de recherche du Canada sur l'innovation régionale, école Johnson-Shoyama d'études supérieures en politique publique, université de Saskatchewan; Mme Marcia Mirasty, directrice principale, Santé, conseil tribal de Meadow Lake; enfin, le vice chef Joseph Tsannie, des Dénésoulinés de l'Athabasca, grand conseil de Prince Albert.

[Français]

Je voudrais rappeler à tout le monde les règles et les exigences du Bureau de régie interne concernant l'éloignement physique et le port du masque.

[Traduction]

Voici quelques règles pour le bon déroulement de la séance.

Les membres du Comité et les témoins peuvent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. Aujourd'hui, nous assurons l'interprétation en anglais, en français et en inuktitut. Comme l'inuktitut doit d'abord être traduit en anglais qui sera ensuite traduit en français et vice versa, ça risque de prendre un peu plus de temps.

Le bouton pour le choix de la langue de l'interprétation se trouve dans le bas de votre écran, et vous avez le choix entre les trois langues susmentionnées. Prévenez-nous en cas d'interruption de l'interprétation. Nous suspendrons les travaux jusqu'à ce que le problème puisse être corrigé. Vous pouvez vous servir en tout temps de

la fonction « lever la main » dans le bas de votre écran, si vous souhaitez prendre la parole pour signaler un problème à la présidence.

Avant de prendre la parole, attendez que je vous l'aie nommément donnée. Si vous participez par visioconférence, veuillez cliquer sur l'icône du micro pour l'activer. Le micro des personnes sur place sera contrôlé comme d'habitude par l'agent des délibérations et de la vérification.

Ayez un débit lent, une diction nette. Entre vos prises de parole, désactivez votre micro.

Enfin, je vous rappelle d'adresser toutes vos observations à la présidence.

Sur ce, accueillons notre groupe de témoins. Les témoins se succéderont à tour de rôle pour leur déclaration préliminaire de cinq minutes, après quoi, nous passerons aux questions.

Sans plus attendre, j'invite l'honorable Richard Mostyn, ministre des Services aux collectivités du gouvernement du Yukon à faire la sienne.

Monsieur le ministre, vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Richard Mostyn (ministre des Services aux collectivités, Gouvernement du Yukon): Merci beaucoup.

Mesdames et messieurs, bonjour.

Je suis Richard Mostyn, ministre des Services aux collectivités du Yukon. Je m'adresse à vous alors que je me trouve sur les territoires traditionnels de la Première Nation des Kwanlin-Dun et du conseil des Ta'an Kwäch'än.

Monsieur le président, je suis ravi de travailler encore avec vous. Chers membres du Comité, merci de votre invitation à venir vous donner le point de vue du Yukon.

Il importe de reconnaître la mobilisation continue et mutuelle des gouvernements des territoires, du gouvernement fédéral et des Premières Nations dans le domaine de la sécurité. Ça montre l'importance, dans nos communautés, de la sécurité au sens le plus large. La sécurité et la souveraineté de l'Arctique devraient essentiellement viser celles des peuples du Nord, en faisant la part belle aux Premières Nations du Yukon. Nous devons faire tout notre possible pour que, sur tout le territoire, les collectivités soient dynamiques, prospères, en sécurité et en santé. À cette fin, il faut des investissements concertés dans des infrastructures adaptées au changement climatique et capables de services locaux soutenables.

Pour ceux qui ne connaissent pas le Yukon, permettez que je donne un aperçu du contexte dont il s'agit. C'est important.

Le Yukon connaît une croissance rapide. Pourquoi? C'est une région de diversité et d'inclusion, desservie par des services Internet robustes et un réseau de transport qui relie toutes les communautés. Son économie est forte, son environnement superbe. Effectivement, il s'y passe beaucoup de choses.

Cela étant dit, c'est une société incroyablement petite. Sa population, environ de celle de Campbell River en Colombie-Britannique, occupe un territoire qui équivaut à la moitié de la Colombie-Britannique, ou, si vous préférez, aux quatre cinquièmes de la France. Je vous accorde un moment pour bien vous en imprégner.

Nous n'avons pas de réserves, mais 11 gouvernements autonomes de Premières Nations, de vrais gouvernements, dont les droits sont reconnus et protégés par la Constitution canadienne. Stratégiquement, nous sommes indispensables au Canada. Plus encore. Nous le sommes à l'Amérique du Nord depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est par chez nous que passe la seule route terrestre d'accès aux installations commerciales et militaires de l'Alaska. Les représentants de l'Alaska qui se rendent en voiture à Juneau doivent passer par le Yukon. Nous possédons également la seule route qui traverse le cercle arctique vers la côte nord du Canada, la route Dempster. L'aéroport international canadien situé le plus à l'Ouest est au Yukon, et ce territoire, pendant toute son histoire coloniale et peut-être longtemps avant a été un nœud de transport et d'échanges.

Dernièrement, pendant que vous évoquiez la souveraineté et la sécurité au Yukon, certains ont proposé des bases militaires, mais ce n'est pas ce dont il s'agit. Nous sommes dans l'ombre de la défense de l'Alaska, et il est peu probable que notre puissance militaire approche celle qui s'est concentrée dans cet État. Mais nous sommes sa principale voie d'approvisionnement et celle des militaires qui s'y trouvent ainsi que de la partie proche de l'Arctique de l'Est.

Je veux montrer que, pour les besoins de la souveraineté et de la sécurité, nous devons investir dans l'énergie et la puissance, c'est-à-dire dans l'énergie verte et l'influence diplomatique, et le faire comme nous l'avons toujours fait, par des investissements soutenus dans les transports, les échanges et les infrastructures énergétiques. Nous devons continuer à investir dans les routes, les ponts, les aéroports et les télécommunications. Dans un très proche avenir, nous devons les brancher au réseau énergétique nord-américain. Dans le long terme et en prévision d'un passage du Nord-Ouest libre de glaces, nous avons besoin d'installations portuaires sur la côte Nord du Canada, le plus près possible de l'Alaska et, si possible, d'un réseau ferroviaire reliant ces installations à l'Alberta.

Ce sont des objectifs à court, à moyen et à long terme, 30 années et plus, pour exercer la souveraineté et instaurer la sécurité dans le Nord, désamorcer les situations d'urgence et y réagir quand elles se présentent.

Ce ne sera ni facile ni à coût modique, et ce ne sera possible qu'avec l'appui de nos partenaires des Premières Nations et du partenaire fédéral, ce qui explique pourquoi le modèle yukonais de co-gouvernance est si important pour notre pays. Pour prospérer, tous les Yukonais doivent se considérer comme étant dans un contexte sûr, loin de l'insécurité énergétique, climatique, alimentaire et de celle qui est liée au logement. Cet aspect, à son tour, renforce les intérêts de la nation.

La vision yukonaise de la souveraineté et de la sécurité de l'Arctique se situe très près de l'intersection des besoins impérieux en matière de défense et de ceux de communautés résilientes. Mon ministère administre les programmes des services de protection du Yukon, notamment combattre les incendies de végétation, assurer les services médicaux d'urgence et appliquer des programmes territoriaux de mesures d'urgence et d'intervention en cas d'incendie.

Je termine sur ces quelques mots.

Dans le Nord, l'une des plus grandes menaces à notre souveraineté et à notre sécurité est le changement climatique, dont nous discutons récemment, en fait, immédiatement avant l'arrivée de tous pour la réunion. Il s'y manifeste beaucoup plus vite que dans le reste du Canada. Il y a donc énormément matière à discussion cet après-midi et, c'est avec plaisir, que je répondrai aux questions, plus tard, après avoir entendu les autres témoins.

Merci à tous.

• (1630)

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre. Je suis heureux de vous revoir. Vous devez tous savoir que lui et moi étions ministres des Transports en même temps. Nous sommes donc de vieux amis.

Entendons maintenant le professeur Coates.

Professeur, vous disposez de cinq minutes.

M. Ken Coates (professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'innovation régionale, Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy, University of Saskatchewan, à titre personnel): J'étais en train de vous remercier pour votre invitation à prendre la parole devant vous, quand je me suis aperçu que je devais activer mon microphone.

Mes observations s'articuleront en grande partie sur ce qu'il suffisait au ministre de dire. Ce n'est pas un sujet nouveau pour le Canada. En fait je dirai notamment, à la fin, simplement pour divulguer la fin de mes propos, que je suis presque certain que, dans 30 ans, nous serons de retour ici et nous aurons la même conversation.

Nous parlons de ce que le Canada devait faire pour assurer sa souveraineté sur le Nord, respecter les peuples autochtones et mobiliser le pays pour s'attaquer aux problèmes très graves qui sévissent depuis très longtemps dans le Nord canadien. Notre bilan national n'est pas très reluisant. Nous devons ne pas nous le dissimuler.

Très rapidement, je suis également ravi de la présence de mes homologues de la Saskatchewan. Je viens du Yukon. Je suis un chaud partisan du Nord territorial. Si on considère le revenu personnel, le produit intérieur brut, la santé et le mieux-être, les parties les plus pauvres du Canada se trouvent presque toutes dans le Nord des provinces. Les problèmes sont majeurs dans le Nord du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Ontario, etc. Il est vraiment important que nous adoptions un point de vue inclusif du Nord, édifié sur certains des phénomènes survenus au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Nunavut et que nous transmettions les leçons ainsi apprises vers le sud, dans les autres régions.

Comme j'aime le dire, je me penche sur la question depuis très longtemps. Depuis très longtemps, la démarche canadienne en vue de la souveraineté de l'Arctique a consisté uniquement à faire ce que j'appelle le numéro du drapeau, essentiellement annoncer au monde que nos agents de la Police à cheval du Nord-Ouest sont sur place. En fait, nous avons abdiqué nos responsabilités pendant la Seconde Guerre mondiale. Essentiellement, nous avons laissé les Américains faire à leur gré pour la construction de la route de l'Alaska et du pipeline Canol. Par la suite, c'est très lentement que nous avons assumé nos responsabilités nationales.

Nous nous retrouvons avec une présence militaire assez faible dans le Nord. Nos infrastructures n'y sont pas à la hauteur des normes nationales ni des normes circumpolaires. Nous sommes déficients. Je reviens du Groenland. Nous faisons pâle figure auprès de ce pays qui affronte des difficultés beaucoup plus terribles que beaucoup de régions du Nord canadien.

D'après moi, l'enjeu est de décider ce que nous devons faire. Les problèmes s'aggravent. Le ministre a parlé de changement climatique. La belligérance de la Russie en Ukraine a soulevé la question de la contestation de notre souveraineté et de notre inhabileté relative à particulièrement bien y répondre.

Permettez-moi d'énumérer pour vous les cinq choses que nous pourrions améliorer le mieux, d'après moi, et sur lesquelles nous devrions-nous focaliser.

D'abord, la défense de la souveraineté de l'Arctique et l'amélioration des modes de vie des Autochtones coûtent très cher. C'est bien la dernière chose que les députés veulent entendre, mais préparez-vous à déboursier encore plus que maintenant. C'est ce qui est arrivé au Groenland, aux Féroé et dans le Nord de la Norvège. Le Canada essaie de s'en tirer au meilleur prix pour la mise en valeur et les investissements dans le Nord. Il faudra beaucoup plus d'argent pendant bien plus longtemps.

Secundo, le Nouveau Nord du Canada sera créé non à l'aide des Autochtones, mais, dans l'esprit de ce que le ministre dit, par et dans une grande mesure les Premières Nations, les Métis et les Inuits. C'est leur autonomie qui impulse les plus belles améliorations dans le Nord. Ça se poursuivra très loin dans le futur.

Tertio, je suis particulièrement fêru de... Je ne parlerais pas de modernisation de nos forces armées. Le ministère de la Défense nationale vient d'annoncer une addition majeure. Nous devons les adapter au Nord. Elles ne sont pas vraiment bien préparées, mais pas du tout, à y travailler.

Quarto, notre engagement envers le bien-être et la soutenabilité de l'environnement manque de conviction. Nous avons trahi nos scientifiques. Nous faisons le minimum pour la surveillance des changements dans l'environnement. Nous nous sommes à peine mis en train pour remettre les lieux en état. Ce sera le thème de la responsabilité environnementale dans les années à venir.

Enfin, nous, les Canadiens, nous aimons bien rabâcher d'innovation et de la possibilité, pour nous, de devenir une nation innovante qui relève les défis et saisit les occasions du XXI^e siècle. Nous n'avons pas de stratégie d'innovation pour le Nord. Le Yukon se débrouille très bien dans l'innovation et l'entrepreneuriat localisé, mais, à l'échelle nationale, nous n'investissons pas beaucoup dans ce qui va des maisons imprimées en trois dimensions aux systèmes énergétiques de rechange en passant par la production localisée de nourriture. Nous devrions être un chef de file mondial des percées

technoscientifiques pour répondre aux réalités de la vie dans le Nord. Ça me chagrinerait beaucoup de dire que nous brillons par notre absence.

Notre tâche est immense. Il nous faut plus d'argent. Nous devons reconnaître l'autorité des Autochtones et augmenter notre présence militaire. Nous avons besoin d'une surveillance de l'environnement et d'une remise en état des lieux à l'avant-garde du monde entier ainsi que d'une stratégie complète d'innovation.

Je termine comme j'ai débuté. Une tâche vraiment difficile nous attend. Mon travail d'historien me dit que nous serons de retour, ici, dans 30 ans, pour tenir exactement les mêmes propos et nous demander pourquoi nous n'en avons pas fait assez en 2022.

Merci beaucoup.

● (1635)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Coates. J'espère que nous ferons des progrès au cours des 30 prochaines années.

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Mirasty. Vous disposez de cinq minutes.

Mme Marcia Mirasty (directrice principale, Santé, Meadow Lake Tribal Council): *Tansi*, et bonne Journée nationale des peuples autochtones.

Je suis Marcia Mirasty. Je suis la directrice principale du Meadow Lake Tribal Council, qui représente 16 000 membres de bandes dans le Nord de la Saskatchewan.

Je vais témoigner et vous faire part de notre réponse à la COVID. Je vais faire ma déclaration tout en effectuant une analyse des forces, des faiblesses, des possibilités et des menaces, FFPM.

La réponse à la COVID du Meadow Lake Tribal Council avait les forces suivantes.

Des réseaux et des soutiens solides ont été créés. Nous avons pu nous réorienter et nous engager de nouvelles façons. Nous avons établi des partenariats avec des organisations comme la Saskatchewan Health Authority, la Nation métisse de la Saskatchewan et la Northern Inter-Tribal Health Authority.

Les conférences téléphoniques virtuelles hebdomadaires et conjointes ont été bien soutenues par les chefs et les dirigeants communautaires, les cadres supérieurs et les fonctionnaires de Services aux Autochtones Canada et les médecins hygiénistes, ainsi que les représentants du gouvernement provincial, de l'Agence de la sécurité publique de la Saskatchewan et de la GRC.

Nos dirigeants des Premières Nations ont joué un rôle clé et important lors de ces réunions. Ils ont participé très activement. Le gouvernement fédéral a fourni des réponses opportunes et a travaillé avec le Meadow Lake Tribal Council, MLTC. SAC, Services aux Autochtones Canada, répondait aux demandes de financement. Notre programme d'immunisation contre la COVID a été offert à la fois aux communautés de la réserve et aux communautés avoisinantes.

L'engagement et le soutien des dirigeants des Premières Nations et des Métis ont été essentiels à la réussite. Une demande de financement conjointe a permis de créer le North West Communities Incident Command Centre. La force, l'adaptabilité et la résilience des personnes au sein des communautés ont été essentielles pour relever les défis. La planification préalable de la pandémie a permis de préparer le terrain pour une intervention.

La pandémie de COVID-19 a également fait ressortir quelques faiblesses.

D'abord et avant tout, il doit y avoir une relation continue et directe entre les Premières Nations et le gouvernement fédéral. Les Premières Nations ont signé des traités avec le gouvernement fédéral. Lorsque le gouvernement provincial intervient et fait office d'intermédiaire, cela crée de la confusion pour notre peuple.

Une autre faiblesse, le confinement dans le Nord-Ouest de la Saskatchewan, a mis en évidence la nécessité d'assurer la sécurité et d'accroître la présence de la GRC. La fermeture de la route à l'Île-à-la-Croix a causé des difficultés et a mis en évidence l'insécurité alimentaire. Le gouvernement provincial a fait preuve d'un manque de souplesse et a adopté une approche normative qui a réduit l'efficacité du déploiement des vaccins. La stratégie de déploiement en fonction de l'âge, imposée par la province, ne convenait pas à nos Premières Nations.

Il y avait des pressions sur le système de soins de santé, à la fois sur la SHA, la Saskatchewan Health Authority, et le MLTC aux Premières Nations de Meadow Lake. En ce qui concerne les ressources humaines en santé, il y a eu des démissions, des changements d'emplois, une pénurie de personnel infirmier et de l'épuisement professionnel. Il a été difficile de trouver du personnel permanent à temps plein, car un grand nombre de personnes choisissent de travailler à temps partiel. Cela a mis en évidence la nécessité d'augmenter le nombre de programmes de formation dans le domaine de la santé, comme les aides-soignants à domicile, les assistants en soins communautaires, les infirmières auxiliaires autorisées, les infirmières autorisées et le personnel infirmier praticien.

Les évacuations causées par les feux de forêt et les changements organisationnels qui ont eu lieu avant la COVID ont fait qu'il était difficile de savoir qui étaient les bonnes personnes-ressources au gouvernement provincial. Les exigences d'isolement liées à la COVID ont mis en évidence la surpopulation dans nos communautés et la nécessité d'avoir des logements supplémentaires. La pandémie a également mis en évidence le manque de connectivité, d'infrastructures et de ressources dans nos communautés.

En ce qui concerne les possibilités offertes par la COVID, il est possible de respecter davantage l'autonomie des Premières Nations en matière de prise de décision et de reconnaître l'autorité autochtone, notamment pour ce qui est du déploiement du vaccin, qui permettrait à toute personne âgée de 18 ans qui souhaite être vaccinée de recevoir le vaccin selon le principe du premier arrivé, premier servi, et de maintenir le sentiment d'urgence. Les dirigeants de nos Premières Nations savaient où le vaccin devait aller pour être le plus efficace possible.

• (1640)

Nous pouvons aussi renforcer nos partenariats et tirer parti de nos succès avec les principaux intervenants et les décideurs. La pandémie a mis en évidence l'importance de la famille et de la communauté pour nos citoyens. Nous pouvons améliorer la communication et l'engagement communautaire afin de répondre aux menaces émergentes. Ce peut être rapide si nous faisons participer tous les partenaires. Nous pouvons également nous engager avec les Premières Nations pour déterminer les objectifs et les priorités et veiller à ce qu'elles soient préparées à faire face aux urgences futures, ce qui est important. La collaboration intergouvernementale doit être améliorée en ce qui concerne les Premières Nations.

La pandémie a également mis en évidence des pressions, des dangers ou des menaces. Je vais passer en revue certaines des menaces.

Le financement de la PCU a eu une incidence sur notre peuple. La stratégie du télétravail a fonctionné pour certains membres de notre personnel, mais pas pour d'autres. Notre travail dépendait des courriels et des téléphones, mais certaines de nos collectivités n'avaient pas de connectivité ou de service de téléphonie cellulaire. Les difficultés techniques nuisaient aux réunions et aux communications.

Notre capacité de protéger nos enfants en autorisant l'enseignement à domicile a été touchée, car les Premières Nations n'ont pas eu accès à l'infrastructure nécessaire, comme le service de téléphonie cellulaire et l'Internet haute vitesse — dans deux de nos Premières Nations en particulier.

Le manque de connectivité a également eu une incidence sur la santé mentale, les dépendances et la violence interpersonnelle. Pour de nombreux membres du personnel qui travaillaient tous les jours, il y a eu des épuisements professionnels et de lourdes charges de travail. L'augmentation de la violence des gangs, du désespoir, des idées suicidaires et des suicides a été mise en évidence après deux années de stress prolongé. Il faut porter une attention particulière à l'intervention et au rétablissement en matière de bien-être mental à l'avenir. Le manque d'installations qui répondent aux besoins en temps opportun, comme les centres de désintoxication et de traitement, doit également être abordé. Nous avons besoin de centres de bien-être mental, de guérison et de rétablissement pour traiter nos dépendances et notre santé mentale.

Je veux vous remercier de m'avoir écouté. Je suis prête à répondre à vos questions, et je ferai de mon mieux pour y répondre de façon opportune.

Je vous remercie de l'occasion que vous m'avez donnée.

• (1645)

Le président: Merci, madame Mirasty.

Nous allons entendre M. Tsannie, pour cinq minutes.

Le vice chef Joseph Tsannie (Athabasca Denesuline, Grand conseil de Prince Albert): Merci, monsieur le président.

Merci aux membres du Comité et à mes collègues qui sont en ligne.

Je suis Joseph Tsannie d'Athabasca, vice chef du Grand conseil de Prince Albert.

Bonne Journée nationale des Autochtones à tous.

Je suis dans la région du ministre, à Whitehorse. Une équipe de Hatchet Lake participe à la course Yukon River Quest aujourd'hui et demain. Nous espérons qu'ils ramèneront le championnat dans le Nord de la Saskatchewan, et je les encouragerai. Ils se sont classés en deuxième position en 2019. Les niveaux d'eau élevés continuent de représenter un défi, mais le moral est bon ici, et nous avons des jeunes prêts pour la compétition.

Je suis ici au Yukon dans les édifices gouvernementaux, où je participe à cet appel sur Zoom.

Je suis de la Première Nation dénésuline de Hatchet Lake, sur les terres visées par le Traité n° 10. Je suis actuellement le vice chef du Grand conseil de Prince Albert. Nous comptons 12 Premières Nations membres pour les plus de 45 000 membres des Premières Nations. Certains services comprennent la santé, l'éducation, le logement et les services technologiques, la technologie de l'information, la justice, les services de police, la foresterie et les services d'urgence.

Nos collectivités du Nord de la Saskatchewan comprennent la Première Nation dénésuline de Hatchet Lake, la municipalité de Wollaston, Black Lake, le village de Stony Rapids, la Première Nation dénésuline de Fond du Lac, Uranium City et la collectivité de Camsell Portage. Nous avons accès à nos collectivités du Nord par des routes de gravier jusqu'à Stony Rapids, et des routes de glace à Wollaston Lake et Fond du Lac nous permettent d'accéder à certaines des collectivités du Sud.

Nous possédons et exploitons un service de transport aérien dans le Nord de la Saskatchewan appelé Rise Air. La compagnie appartient aux 12 Premières Nations du Grand conseil de Prince Albert.

Aujourd'hui, j'aimerais me concentrer sur le besoin de recherche et de sauvetage dans le Nord de la Saskatchewan. Les Dénés sont sur ces terres depuis des milliers d'années. Nous sommes les experts et pouvons répondre à toute situation d'urgence dans les conditions météorologiques difficiles des régions du Grand Nord. Nous continuons à vivre de la terre, et nos aînés continuent à transmettre les techniques de survie traditionnelles à nos jeunes.

Notre jeunesse est notre plus grande ressource. Soixante-dix pour cent de notre population totale est âgée de moins de 25 ans. Nos jeunes obtiennent leur diplôme et cherchent des perspectives d'emploi, qui sont limitées dans le Nord de la Saskatchewan et dans la plupart des régions du Nord du Canada, où certaines collectivités sont isolées.

Notre communauté nordique a accueilli plusieurs événements de l'organisme Wounded Warriors pour les militaires canadiens, et nous sommes fiers de leur faire découvrir nos magnifiques lacs et terres du Nord de la Saskatchewan.

Nous avons actuellement des Rangers canadiens dans trois de nos Premières Nations, la Bande indienne du Lac La Ronge, et nous travaillons actuellement à l'ajout de deux autres dans nos collectivités du Grand conseil de Prince Albert.

Nos collectivités qui ont des Rangers canadiens sont très fières de partager leurs connaissances et leurs habiletés de survie en plein air avec nos partenaires. Parmi les capacités du Grand conseil de Prince Albert, citons notamment notre équipe de recherche et de sauvetage, qui est un organisme communautaire bénévole offrant des services de recherche et de sauvetage au sol et sur l'eau. Nous nous engageons à fournir des services de recherche et de sauvetage de la plus haute qualité. Notre engagement consiste à fournir à toutes les Premières Nations de la Saskatchewan des services de gestion des urgences qualifiés. Nous avons des accords et une bonne relation de travail avec la Croix-Rouge. La gestion des urgences pour les Premières Nations de la Saskatchewan s'occupe des inondations, des feux de forêt, des déversements et d'autres menaces pour nos communautés, et nous assurons également la formation.

L'assistance technique des services de protection contre les incendies des Premières Nations de la Saskatchewan est une aide

technique pour la protection contre les incendies dans les Premières Nations de la province.

En ce qui concerne certaines des régions du Nord de la Saskatchewan que nous défendons et que nous espérons développer, nous voulons continuer à créer des partenariats et des relations avec l'armée canadienne, en tenant des réunions régulières pour cibler les défis et les menaces pour le Nord et le potentiel de formation en recherche, sauvetage et récupération pour la capacité d'intervention à distance dans le Nord de la Saskatchewan.

- (1650)

C'est le principal domaine que je veux... J'ai plaidé en faveur de cette base de recherche et de sauvetage dans le Nord de la Saskatchewan et j'ai établi des liens avec elle. Nous avons les compagnies aériennes que nous dirigeons. Nous voulions effectuer de la surveillance aérienne dans l'Arctique, et un endroit central dans le Nord de la Saskatchewan est un endroit parfait pour avoir une base de recherche et de sauvetage dans le Nord.

En ce qui concerne les capacités d'intervention au sol et sur l'eau, avec nos traditions, nos aînés et nos compétences en navigation, nous sommes dans une situation parfaite pour offrir ces services. C'est l'occasion pour nos jeunes de servir notre pays et l'occasion de leur offrir des carrières enrichissantes et valorisantes. Comme je l'ai dit plus tôt, nous avons un grand nombre de jeunes diplômés dans nos collectivités. Ils sont notre plus grande ressource.

Pour terminer, au nom du Grand conseil de Prince Albert, je veux profiter de l'occasion pour remercier tout le monde de m'avoir permis de faire cette déclaration aujourd'hui et de continuer de promouvoir la création de communautés saines et sûres pour tous nos membres. Je répète que notre plus grande ressource est notre jeunesse.

Il y a quelques années, un avion s'est écrasé dans le Nord de la Saskatchewan et, par chance, juste à l'extérieur d'une de nos collectivités. Ce sont nos gens, les Rangers locaux, qui ont répondu à ce besoin.

Imaginez, avec toutes les menaces qui pèsent sur le monde en ce moment, à quel point nous sommes bien préparés. Qui d'autre sera le mieux à même de fournir les services nécessaires? Nous en sommes capables dans le Nord de la Saskatchewan. Nos gens sont capables d'intervenir à moins 40 degrés, dans des conditions météorologiques difficiles, de naviguer dans ces conditions et de fournir une capacité de recherche et de sauvetage. Nous avons les compagnies aériennes, les jeunes et les ressources nécessaires pour fournir de nombreux services, si bien que nous continuons de réclamer de le faire.

Nous intervenons et travaillons actuellement avec les Rangers canadiens, mais nous voulons une base de recherche et de sauvetage dans le Nord de la Saskatchewan. Nous avons des personnes qui sont portées disparues chaque semaine. Nos gens sont toujours sur le terrain, mais nous avons besoin du soutien du Canada pour offrir ce service. Nous pouvons offrir ce service jusqu'au Passage du Nord-Ouest, dans l'Arctique, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, etc.

Nous sommes ici. Nous sommes des partenaires motivés, et nous voulons cette occasion pour nos collectivités dans le Nord de la Saskatchewan.

Sur ce, merci beaucoup. Je suis ici pour répondre à vos questions, et je suis disposé à établir ces liens pour que ce projet devienne réalité.

Merci à tous ceux qui ont présenté de bons arguments.

Le président: Merci, vice chef Tsannie.

Nous allons maintenant passer à la période des questions.

Soit dit en passant, je présente mes excuses aux témoins. Nous avons commencé un peu en retard, et je sais que nous vous avons fait attendre. Nous allons maintenant passer aux questions, jusqu'à 18 heures, qui est l'heure où la réunion prendra fin.

Nous allons commencer la première série de questions.

Monsieur Vidal, vous avez le microphone pour les six prochaines minutes.

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinipi—Rivière Churchill, PCC): Merci, monsieur le président.

Je veux tout d'abord souligner que nous nous réunissons aujourd'hui à l'occasion de la Journée nationale des peuples autochtones au Canada.

Personnellement, je suis ravi d'avoir des représentants des deux plus grands conseils tribaux de ma circonscription. Mme Mirasty et le vice chef Tsannie sont ici, représentant 21 des 25 Premières Nations de ma circonscription. Je ne pense pas que c'était prévu, mais c'est une très bonne chose de les avoir ici, et j'en suis ravi. Je tiens à vous souhaiter la bienvenue à tous les deux.

Madame Mirasty, je vais commencer avec vous, puis je m'entre-tendrai également avec le vice chef Tsannie.

Vous nous avez donné environ 75 sujets différents dont nous pourrions parler en ce qui concerne la réponse à la pandémie, et il y en avait tellement. Je voudrais me concentrer un peu, tout d'abord, sur la planification d'urgence. Vous avez mentionné brièvement la planification d'urgence.

Je sais que pour les neuf Premières Nations que vous représentez, certaines sont plus éloignées que d'autres. Pourriez-vous nous parler un peu des plans d'urgence et de leur utilité — la coordination de l'Organisation des mesures d'urgence, OMU, entre autres? Vous avez parlé du North West Communities Incident Command Centre, soit le centre de commandement des incidents des communautés du Nord-Ouest, qui a vu le jour au milieu de la pandémie.

Qu'a-t-on appris sur l'importance des plans d'urgence, qui ne sont pas seulement un plan sur une tablette qui prend la poussière, mais un document vivant, prêt à être utilisé la prochaine fois que nous serons confrontés à une urgence, dans votre cas, dans le Nord-Ouest de la Saskatchewan?

• (1655)

Mme Marcia Mirasty: Nous avons appris que les plans d'intervention d'urgence doivent être réexaminés et mis à jour continuellement, car ce sont des documents évolutifs. Nous devons les modifier en fonction des changements apportés à nos contrats, que ce soit à l'échelle fédérale, provinciale ou communautaire. Le roulement de personnel est élevé, tout comme l'est le nombre de changements. Il faut communiquer et travailler ensemble.

L'incendie de forêt survenu l'an dernier dans la nation des Dénés de Buffalo River a été synonyme de prise de conscience et d'apprentissage. La situation a été difficile, car la COVID a compliqué

les choses quand les habitants ont été évacués de la communauté pour trouver refuge à Lloydminster. Il y a eu une élosion de COVID, qui a été difficile à maîtriser alors que les lignes directrices provinciales étaient assouplies. Nous avons dû travailler étroitement et fortement avec les autorités sanitaires de la Saskatchewan, l'Agence de sécurité publique de la Saskatchewan et divers représentants.

Nous apprenons et échangeons des renseignements. Nous avons également des entrepreneurs, des services et une relation avec la Croix-Rouge canadienne. Nous gérons la question de notre mieux, car il faut du financement pour affronter les situations d'urgence. Nous voudrions examiner la possibilité que des services soient offerts plus près de la communauté en ce qui concerne les sauvetages et la formation. Dans le cadre d'un processus évolutif, nous échangeons avec nos partenaires — comme le Grand Conseil de Prince Albert et la Northern Inter-Tribal Health Authority — pour nous tenir au fait des incendies et des inondations, obtenir des mises à jour et garder tous nos réseaux informés. Nous faisons de notre mieux pour gérer ces situations émergentes.

J'espère avoir répondu à votre question. Je ne suis pas certaine de l'avoir fait.

M. Gary Vidal: Je vous remercie de cette réponse.

Je sais que vous êtes au cœur de l'action chaque jour. Je vous remercie donc du travail que vous accomplissez.

Je m'adresserai maintenant au vice chef Tsannie pour lui poser une brève question. J'espère vous revenir un peu plus tard.

Vice chef, la semaine dernière, la mission Stanley a été évacuée en raison d'un incendie de forêt qui ravageait votre territoire. Je pense que personne n'a été blessé, ce dont nous sommes très heureux. La pluie s'est mise de la partie, permettant de maîtriser le brasier plus rapidement que par le passé.

Vous et moi avons déjà discuté de l'accès à votre communauté de Hatchet Lake et à la route de Wollaston Lake, et du fait que cette situation pourrait nuire à la planification des mesures d'urgence, particulièrement en cas d'incendie de forêt. Un incendie a d'ailleurs touché la région il y a quelques années.

Pourriez-vous expliquer l'importance de l'accès à la route dans le cadre de la planification des mesures d'urgence dans votre nation?

Le vice chef Joseph Tsannie: Je vous remercie, monsieur Vidal. Je suis enchanté de vous voir.

Avec les changements climatiques, la saison de la route de glace raccourcit. Comme je l'ai indiqué plus tôt, avant la séance, deux personnes sont toujours portées disparues et sont présumées noyées après avoir tenté de traverser le lac. Trois personnes se sont noyées en novembre. En outre, un professeur est passé au travers de la glace avec son véhicule, qui s'est déposé sur la glace flottante juste en dessous de l'eau. Il s'est produit de nombreuses tragédies, des gens perdant la vie simplement en tentant d'accéder à la communauté.

La situation devient plus difficile avec les changements climatiques. Nous réclamons la construction de cette route. En 2012, nous avons été frappés par la tempête parfaite. La communauté était entourée par un incendie, notre aéroport n'était pas en fonction et aucun avion ne pouvait atterrir parce que le feu était près de la communauté. Nous avons fini par évacuer les gens en hélicoptère jusqu'à Points North. En y faisant atterrir un appareil Hercules, nous avons évacué la communauté.

L'accès est primordial. Nous avons reçu des engagements à construire et à terminer la route, mais bien peu de soutien. Les travaux sont à moitié achevés, mais nous avons besoin de soutien constant pour les terminer. Nous ne demandons pas la lune. Nous sommes tout près des plus importants gisements d'uranium de la Saskatchewan; il n'y a donc aucune raison pour que cette route ne puisse être construite.

Depuis 30 ou 40 ans, nous demandons que cette route soit construite. Pourquoi est-ce si difficile? Les travaux sont à moitié achevés. L'équipement est là. Pourquoi ne peut-on pas poursuivre la construction cet été? C'est ce que nous faisons valoir au ministre. Il ne nous a pas encore répondu. La semaine dernière, des représentants étaient censés rencontrer le ministre Fox, mais nous n'avons pas eu de réponse, ou c'est toujours des « peut-être ». Des millions de dollars sont investis à côté de chez nous, et nous sommes incapables de faire terminer cette route. Voilà où nous en sommes.

Nous sommes toujours sur la brèche. Avec le Grand Conseil, j'étais sur place avec la Croix-Rouge et l'équipe de gestion des situations d'urgence des Premières Nations de la Saskatchewan. Nous surveillons la situation et continuons de fournir du soutien à nos communautés. Nous l'avons fait tant de fois que j'ai l'impression que nous sommes des experts en la matière.

Je vous remercie.

• (1700)

Le président: Je vous remercie.

Nous accordons maintenant la parole à Mme Atwin pour six minutes.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président. Je souhaite à tous et à toutes une bonne Journée nationale des peuples autochtones.

Pour tous ceux et celles qui célèbrent cette journée sur l'île de la Tortue et ici même, bien entendu, sur le territoire non cédé des Wollastoqiyik, comme le dirait mon beau-père, le grand chef Spasaqit Possesom, c'est une bonne journée pour être autochtone et une journée propice pour nous rappeler, à nous leurs alliés, que nous sommes tous parties des traités.

Bien sûr, je voudrais aussi indiquer aux autres membres du Comité que c'est un honneur de tous vous servir au sein de cet important comité.

Je remercie nos témoins du fond du cœur de comparaître aujourd'hui. Je pense que dans le peu de temps dont je dispose, je commencerai par le ministre Mostyn.

Vous vous êtes attardé à une question qui me tient beaucoup à cœur: les changements climatiques. Je voudrais donc parler du besoin en infrastructures à l'épreuve au climat. Je me demande si vous pourriez nous donner un aperçu des échanges et de la planification relatifs aux changements climatiques et, surtout, de la manière dont on tire parti du savoir autochtone dans le cadre de ce processus.

Je vous remercie.

L'hon. Richard Mostyn: C'est là une excellente question, qui est très importante.

Nous sommes directement témoins des effets des changements climatiques dans le Nord. Même cet été ou ce printemps, des collines d'argile se sont affaissées à Whitehorse, bloquant une des deux routes donnant accès au centre-ville. À Ross River, une école construite sur le pergélisol est menacée dans cette petite communauté, dont je me suis occupé pendant de nombreuses années à titre de ministre des Routes. La route vers l'Alaska elle-même a des problèmes de pergélisol et son entretien est très coûteux pour le territoire, surtout au regard des normes que l'Alaska exige. De 250 à 300 personnes vivent le long de cette route nordique, alors que son entretien nous coûte quelque 30 millions de dollars par année. Nous ne disposons tout simplement pas des ressources nécessaires pour l'entretenir.

Nous devons commencer à examiner la manière dont nous entretenons nos infrastructures de manière à... Chaque dollar dépensé d'entrée de jeu dans des infrastructures solides se traduit en une économie de 11 \$ en travaux de réfection et en autres dépenses. C'est ce qu'on m'a indiqué l'autre jour. C'est très important — c'est même une responsabilité de base — d'examiner ces questions et de les résoudre avant de commencer à construire des infrastructures de manière à anticiper et à combattre les effets des changements climatiques.

À Old Crow, nous sommes en train de construire un nouveau centre de santé, utilisant des technologies d'adaptation aux changements climatiques dans une tentative de prévenir le coup. Nous collaborons avec la Première Nation d'Old Crow à cette fin.

Cette Première Nation, du nom de Vuntut Gwitchin, possède presque une part majoritaire des actions d'Air North, le transporteur aérien qui dessert le Nord. Elle est donc fort bien informée. Elle vient de construire le plus important réseau de panneaux solaires au nord du 60° parallèle et délaisse le diesel afin de réduire son empreinte carbone dans la communauté. Nous l'avons aidée dans le cadre de ce projet, tout comme l'a fait Ottawa. Nous misons sur la technologie pour tenter de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

En outre, le gouvernement du Yukon investira dans la production d'hydroélectricité à Atlin, en Colombie-Britannique, ce qui, ici encore, réduira notre dépendance aux combustibles fossiles. Nous collaborons avec la Première Nation de la région dans le cadre de ce projet.

Bien entendu, nous travaillons avec les Premières Nations dans le cadre du Forum du Yukon, auquel participent tous les chefs des Premières Nations tous les trois mois, établissant dans le territoire une relation et une cogestion comme il n'en a jamais existé auparavant. Tous les trois mois depuis notre élection, nous tenons des forums du Yukon avec tous les chefs autochtones du territoire pour discuter de questions d'intérêt commun. Les changements climatiques et les femmes et les filles autochtones assassinées figurent en tête de liste. Le dernier forum, qui s'est tenu l'autre jour à Old Crow, portait sur le fait que le saumon ne revient pas dans les frayères. Nous avons eu à ce sujet des discussions déchirantes avec les chefs autochtones du Yukon.

Au chapitre de la collaboration, je doute qu'on puisse gérer le territoire sans parler des changements climatiques, du saumon ou d'autres problèmes. Il est absolument impératif que nous travaillions ensemble comme un tout. Je pense réellement que ce modèle fonctionne, et je ne peux pas imaginer comment je pourrais accomplir mon travail si je n'étais pas régulièrement en contact avec les chefs des Premières Nations et les dirigeants municipaux. C'est essentiel.

De plus, nous réécrivons notre Loi sur les mesures civiles d'urgence, qui a été élaborée... Je pense qu'elle a un an de plus que moi; elle est donc très vieille. Nous allons la réécrire, de concert avec les Premières Nations et les dirigeants municipaux. La loi n'en fait même pas mention, soit dit en passant, alors qu'à l'heure actuelle, à Teslin, par exemple, où nous combattons des inondations presque historiques, c'est la Première Nation et l'administration municipale qui collaborent pour mettre en place une défense absolument remarquable. Elles peuvent compter sur notre soutien, bien entendu, mais nous n'avons pas grand-chose à faire dans cette communauté, car la Première Nation et la municipalité collaborent très bien afin de disposer des sacs de sable. Il faut qu'il y ait plus de collaboration de ce genre au pays.

• (1705)

Mme Jenica Atwin: Je vous remercie beaucoup.

Sachant que mon temps est fort limité, je poserais une très brève question au vice chef Tsannie.

Vous avez soulevé un autre point qui me tient à cœur, et c'est la mobilisation des jeunes. Ces derniers constituent notre plus importante ressource.

Comment pouvons-nous faire participer le mieux possible le groupe démographique qui connaît la croissance la plus rapide à la préparation aux situations d'urgence afin de faire le nécessaire dans le Nord?

Le vice chef Joseph Tsannie: Comme je l'ai indiqué, nos jeunes sont plus précieux que les minerais ou que toute autre ressource dont nous disposons. Ils constituent notre plus importante ressource. À titre de dirigeants et d'instances décisionnelles, il nous incombe de leur ouvrir des portes et de leur offrir des possibilités.

Quelle chance nous avons d'avoir une base de recherche et de sauvetage dans le Nord de la Saskatchewan et d'avoir des personnes sur le territoire. Le taux de suicide est élevé dans toutes les communautés des Premières Nations, et nos jeunes cherchent des occasions d'agir, dont ils ont grand besoin. Nous devons leur ouvrir des portes.

Les membres de nos communautés sont les meilleurs. Ils sont dehors à des températures de -40° ou de -50°. J'ai déjà dormi à l'extérieur avec mon père quand nous chassions dans l'Arctique, dans le Nord du Canada. Voilà ce que nous enseignons à nos enfants. Comment peut-on réagir le mieux possible aux menaces? Si nous devons nous orienter, nous écoutons les trappeurs, ceux qui sillonnent la terre. Bien peu d'occasions attendent nos jeunes dans le Nord canadien à la fin de leurs études secondaires.

Quelques possibilités s'offrent du côté des Rangers canadiens, et les jeunes aiment vraiment ce travail, qui leur permet de parcourir le territoire et de communiquer leurs connaissances et leurs compétences de survie. Si des menaces viennent du Nord, ce sont nos gens qui seront les premiers à intervenir. C'est à eux qu'on fera ap-

pel pour obtenir de la nourriture et des services nécessaires et certaines capacités que nous ne possédons probablement pas.

Je le sais d'expérience. Certaines familles se rendent dans le Nord et ont des accidents. Je me rends donc là-bas pour intervenir dans ces situations d'urgence. J'appelle le 911 depuis les confins de l'Arctique, pour me faire répondre: « Vice chef, je ne sais que vous dire. J'ignore comment vous aider. » Je réponds qu'il y aura des morts si nous n'intervenons pas. Des personnes sont restées prises dans les dunes de sable de la région d'Athabasca pendant trois jours sans recevoir d'aide. Les avions ne peuvent se poser: que peut-on faire alors? Rien? Des gens ont des accidents de motoneige quand ils sont à la chasse ou quelqu'un est blessé, et on ne peut les aider pendant trois ou quatre jours? Ce n'est pas acceptable.

Nous disposons de ces capacités et quelqu'un doit nous demander de nous rendre sur place. Je pense qu'au bout du compte, c'est à la GRC que cette tâche incombe. Nous avons la capacité d'intervenir. Avec du soutien, nous pouvons offrir ce service dans le Nord du Canada, et les jeunes ne sont que trop heureux d'intervenir et de montrer ce qu'ils peuvent potentiellement accomplir.

Je vous remercie de cette question. Je pense que c'est très important.

Le président: Je vous remercie.

[Français]

Le président: Nous allons continuer avec Mme Gill.

Madame Gill, vous avez la parole.

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier à mon tour l'ensemble des témoins.

Ma première question s'adresse à M. Coates.

Malgré un ton critique sinon cynique, lequel je comprends, compte tenu de la situation, vous avez mentionné de multiples pistes de solutions. Outre le financement, il y a les questions de l'armée, de la sécurité alimentaire et des infrastructures.

Vous avez mentionné un mot que je n'avais pas encore entendu à ce comité, le mot « stratégie ». Évidemment, lorsqu'on veut résoudre un problème complexe, on se dote d'outils pour atteindre ses objectifs. À titre d'historien, savez-vous s'il y a déjà eu une quelconque stratégie quant à la souveraineté de l'Arctique?

De quel œil voyez-vous la possibilité d'une stratégie? À quoi pourrait-elle ressembler?

Je sais que c'est une question à plusieurs volets, mais je vous donne tout le temps de répondre, monsieur Coates.

• (1710)

[Traduction]

M. Ken Coates: C'est une question très importante. Je comprends que mon ton était peut-être un peu cynique.

En tant qu'historien, je sais que nous sommes passés par là à de nombreuses reprises dans le passé. Nous avons connu plusieurs stratégies pour l'Arctique au fil des années. Les divers gouvernements nous ont dit avoir un « plan ». Ensuite, 10 ans plus tard, le Nord avance, mais moins rapidement que le reste du pays. En fait, l'écart entre le Nord et le Sud du Canada est de plus en plus important. On réalise certains progrès pour améliorer la situation des gens qui vivent dans le Nord, mais comme l'ont dit Mme Mirasty et le vice chef, il y a encore beaucoup de travail à faire.

Est-ce qu'on peut établir une stratégie? La réponse courte, c'est oui. Où serait-elle mise en œuvre? Tout récemment, j'ai emmené un groupe d'étudiants du Nord du Canada en Norvège septentrionale où l'on a mis en œuvre une série de stratégies pour établir un lien entre l'armée et les activités d'exploitation, étudier les affaires lapones et les peuples autochtones de la Norvège septentrionale et développer la communauté de manière générale.

Ce que je vais dire va attrister le vice chef, mais je suis passé aujourd'hui dans un tunnel des îles Féroé qui a coûté plus cher à construire que le montant total des investissements dans les routes du Nord de la Saskatchewan au cours des 10 dernières années, probablement, et ce n'est qu'un tunnel parmi de nombreux autres dans cet archipel. La Norvège septentrionale en a des dizaines.

Je crois que vous avez posé la bonne question. Ce n'est pas seulement une question d'armée ou d'infrastructures. Lorsqu'on regarde ce qui se passe dans d'autres pays, que ce soit le Nord de l'Australie ou le Groenland, les investissements militaires sont faits en fonction des besoins en infrastructure de la société dans son ensemble. On construit les routes à un endroit un peu différent. On a recours à l'armée pour développer un réseau énergétique qui sera utilisé par la population non militaire. On fait des liens entre les stratégies d'innovation et le travail scientifique en tenant compte des besoins absolus de la communauté.

J'aime beaucoup votre question au sujet des connaissances autochtones, parce que nous prenons toutes ces mesures et nous ne consultons les Autochtones qu'une fois que les plans déjà conçus. Si nous avons tiré une leçon — et le Yukon est le meilleur exemple à cet égard — au cours des 10 dernières années, c'est que les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits doivent être à la table dès le départ pour établir les priorités et prendre les décisions avec les gouvernements et la population non autochtone. On peut ainsi aller de l'avant. C'est ce qu'on appelle de la planification stratégique. Il faut se demander quelles sont nos ressources, quels sont les défis, quelles sont les priorités, et qu'est-ce qu'on doit faire en premier, en deuxième et en troisième, par exemple.

Ce que nous faisons, à l'heure actuelle... Parfois, le gouvernement territorial va dans un sens. Le gouvernement provincial — comme celui de la Saskatchewan — n'accorde pas beaucoup d'attention au Nord provincial, malheureusement, ou pas suffisamment. Les gouvernements vont dans des directions opposées et parfois, au sein d'un même gouvernement, les ministères ne vont pas dans le même sens.

Comme je l'ai dit plus tôt, je visite le monde circumpolaire depuis maintenant un mois. Si vous passiez quelques semaines ici, vous seriez gênés de voir ce que fait le Canada dans le Nord des provinces et des territoires, parce que nous n'avons pas mis en place une stratégie efficace.

[Français]

Mme Marilène Gill: Merci, monsieur Coates.

Monsieur le président, j'aimerais poser une autre question à M. Coates.

Monsieur Coates, au début de votre allocution, vous avez parlé des normes circumpolaires, et vous venez d'y faire référence de nouveau. Les pays qui jouxtent l'Arctique n'ont évidemment ni la même taille ni même population. De plus, ils n'ont pas nécessairement les mêmes possibilités.

Comment évaluez-vous les normes du Canada comparativement à celles des autres États qui jouxtent l'Arctique?

• (1715)

[Traduction]

M. Ken Coates: Vous avez raison de dire que ces régions sont très différentes. Le Canada a un énorme potentiel non exploité, mais il fait aussi face à d'énormes défis. Si nous avions des collègues du Nunavut autour de la table... La population dispersée, les grandes distances et le froid extrême sont très différents de ce qu'on voit en Norvège septentrionale, par exemple.

En voyageant dans le monde circumpolaire, on découvre plusieurs choses.

La Russie dépense des sommes astronomiques. Elle a des centrales électriques sur les eaux de l'Arctique. Est-ce que quelqu'un est prêt à proposer cela pour le Nord du Canada? Cela n'arrivera pas. Les états autoritaires peuvent s'en tirer avec toutes sortes de choses parce qu'ils ne doivent pas passer par le même processus que les nations démocratiques.

La Norvège septentrionale, la Finlande et la Scandinavie en général ont un engagement simple: peu importe où vous vous trouvez dans un pays, vous aurez accès à des services comparables: des routes pavées vers toutes les collectivités, une bonne couverture Internet, un bon réseau électrique et de bons soins de santé.

Le Groenland a réalisé des transitions remarquables au cours des 20 dernières années grâce à la vitalité de ses habitants, qui sont les cousins inuits des habitants du Nunavut. Ils font un travail remarquable et reprennent le contrôle de leur région, dans le but d'atteindre la pleine autonomie.

Le ministre a parlé de l'Alaska. Selon les chiffres que j'ai vus, les industries du département de la défense nationale des États-Unis dépensent plus d'argent en Alaska que toute l'industrie de la défense canadienne. C'est une région grandement militarisée. Lorsque l'Alaska dit qu'elle a d'excellentes infrastructures, de belles routes et une couverture Internet hors pair, tout cela est attribuable à une imposante présence militaire qui remonte à la guerre froide. L'Alaska a donc les fondations nécessaires pour rendre la prospérité assez facile à atteindre, en raison de ces importantes dépenses militaires.

À quoi ressemble la situation dans le Nord du Canada? Elle n'est pas très réjouissante, pour être honnête. Je ne veux pas paraître cynique. Je pense à mes collègues — au vice chef et à Mme Mirasty — et au travail qu'ils font. Les efforts qu'ils déploient sont énormes. Il est difficile d'être à l'aise avec ce qui se passe dans le Nord du Canada.

Le président: Merci.

Je vous remercie pour votre réponse.

J'avais d'autres questions, mais vous avez répondu à la plupart d'entre elles.

Je vais vous poser à nouveau une question. Par exemple, Mme Mirasty a parlé du bien-être mental, des maladies mentales et de l'importance de permettre aux Autochtones de s'aider à guérir entre eux. Comment pouvons-nous aider les Autochtones en ce sens?

Nous avons besoin de ressources en santé mentale. Il faut aborder la situation. Nous voulons nous aider nous-mêmes, dans nos propres communautés et dans notre propre langue, sans l'aide d'intervenants ou de psychologues, et nous ne voulons pas dépendre de l'expertise externe, mais plutôt de la communauté, qui est capable d'assurer le bien-être mental de ses membres.

[Traduction]

M. Ken Coates: Vous abordez un sujet très important. Nous avons certaines solutions créatives. L'Université du Yukon fait un excellent travail en matière de formation et de préparation communautaires. Le ministre pourrait probablement vous en dire plus que moi à ce sujet.

Mon université, l'Université de la Saskatchewan, offre des programmes de soins infirmiers dans la communauté. Les membres peuvent travailler et étudier en soins infirmiers, tout en restant chez eux. Ils y restent aussi après leurs études. Le taux de maintien de l'effectif est beaucoup plus élevé.

Ce qui est aussi très intéressant, c'est que nous n'avons pas vraiment... Le vice chef en a parlé dans ses commentaires. Il y a un pouvoir de guérison et de rédemption associé au lien avec la terre. En raison de la colonisation, des systèmes scolaires et de tout le reste, bon nombre de jeunes Autochtones, même ceux qui vivent dans le Nord, ont perdu la connexion avec la terre. Ils n'ont tout simplement pas le temps d'entretenir ce lien. Nous devons réinventer l'éducation et laisser les Autochtones la réinventer afin qu'elle réponde à leurs besoins.

J'ajouterais deux choses en ce qui a trait à la santé mentale. La première, c'est que les aînés représentent probablement la médecine la plus puissante dont peuvent bénéficier les communautés; il faut les consulter de manière constructive, selon un esprit de collaboration.

Toutefois, les nouvelles technologies peuvent aussi nous être utiles. Certaines des meilleures stratégies de prévention du suicide en Amérique du Nord ont recours aux téléphones cellulaires, ce qui est un peu déconcertant... Je n'aime pas beaucoup les médias sociaux. Elles utilisent les téléphones cellulaires pour communiquer avec les jeunes, pour suivre leurs activités et même détecter les signes de dépression et d'idées suicidaires, en fonction des sites qu'ils consultent et des conversations qu'ils ont avec leurs amis. On peut donc offrir des soins de santé préventifs.

Le vice chef voudra peut-être vous en parler, mais je crois que les jeunes qui vivent dans le Nord ressentent une tristesse, parce qu'il n'y a pas de possibilités de carrière claires. La bonne nouvelle, c'est que les femmes autochtones s'en sortent assez bien, et que leur situation s'améliore constamment. Les jeunes hommes autochtones vont de moins en moins bien.

Le vice chef a fait allusion aux taux de suicide. Chacun de ces suicides est une tragédie sans nom dans les communautés. Vous le savez tous.

Comment pouvons-nous y mettre fin? Comment pouvons-nous aider ces gens à prendre le bon chemin, leur donner de l'espoir et le sentiment d'optimisme qu'ils méritent? Tous les Canadiens ont le droit d'espérer, et les Autochtones du Nord n'y font pas exception.

• (1725)

Le président: Merci.

Nous allons maintenant entamer un deuxième tour de questions. Je dois vous avouer que j'ai été assez souple avec le temps jusqu'à présent. Tous les députés ont dépassé leur temps. Je serai un peu plus strict cette fois-ci, alors ne vous offusquez pas si je vous interromps. Cela est bon tant pour les membres du Comité que les témoins.

Allez-y, monsieur Zimmer. Vous disposez de cinq minutes.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Merci, monsieur le président. Je suis heureux d'être de retour au Comité.

J'aimerais souhaiter une bonne et heureuse Journée nationale des peuples autochtones à tous. J'irai droit au but.

Je me retrouve complètement dans ce que vous avez dit sur l'Arctique, monsieur Coates, ainsi que dans les commentaires d'autres experts, à savoir M. Huebert et M. Wallace. Je vous suis très reconnaissant d'avoir exploré ce sujet.

Je suis allé à Inuvik la semaine dernière, là où le niveau d'activité de NORAD est le plus élevé dans l'Arctique, et j'ai été alarmé par ce que j'ai vu. Nos premiers ministres territoriaux et provinciaux ont exprimé de nombreuses préoccupations quant à la souveraineté du Canada et à la sécurité, et j'ai entendu la même chose de la bouche de nombreux résidents autochtones du Nord.

En avril, on lisait ce qui suit dans le *SaskToday*:

[Le premier ministre] Silver, à titre de président des premiers ministres du Nord, a convoqué une réunion impromptue de ces ... leaders. Par la suite, le premier ministre Silver, la première ministre des Territoires du Nord-Ouest, Caroline Cochrane, et le premier ministre du Nunavut, P.J. Akeagok, ont écrit une lettre conjointe au premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, ainsi qu'aux autres premiers ministres, pour leur demander d'inscrire cet enjeu à l'ordre du jour de la réunion estivale du Conseil de la fédération.

Tout cela pour traiter de la souveraineté et de la sécurité de l'Arctique.

Le premier ministre Silver a dit:

Il est temps que le Canada fasse de même. Les actions de la Russie menacent la sécurité mondiale et l'ordre international fondé sur des règles.

Au lieu de renforcer la souveraineté et la sécurité dans notre Arctique, j'ai vu le gouvernement mettre un panneau « à vendre » sur une installation cruciale de NORAD connue sous le nom de « hangar vert » à Inuvik et se débarrasser d'autres équipements essentiels. Pendant des décennies, le hangar de soutien logistique international a été la seule installation située au-dessus du cercle polaire capable d'accueillir les avions-citernes utilisés pour ravitailler les CF-18 du Canada. En 2021, le gouvernement a décidé que cette installation essentielle de NORAD n'était plus nécessaire. Le hangar a été mis en vente, et d'autres pays ont montré de l'intérêt pour celui-ci, dont la Chine.

Sans ce hangar, les avions de ravitaillement sont installés à l'extérieur, ce qui rajoute un minimum de trois heures de préparation dans des conditions hivernales. Il est maintenant essentiellement impossible d'agir rapidement dans l'Arctique.

Étiez-vous au fait de cette vulnérabilité, monsieur Coates? Que devrait-on faire à cet égard?

M. Ken Coates: Oui, j'étais au fait de l'affaire. Si je ne m'abuse, le gouvernement vient d'annoncer son intention de moderniser NORAD, et j'espère que cela va permettre de régler certains de ces problèmes, mais nous tirons vraiment de l'arrière par rapport à d'autres pays.

Il peut être intéressant de faire une comparaison avec deux autres régions. Prenons tout d'abord le cas du nord de la Norvège, où la menace de la Russie est très proche, puis celui du nord de l'Australie, où les dangers de la Chine et de la Russie sont très éloignés. Dans ces deux pays, il existe une présence militaire dans la région concernée, et ce, depuis longtemps. Ils sont préparés à l'incertitude. Nous faisons maintenant face à l'incertitude. Sommes-nous prêts à y faire face? Non. Pouvons-nous faire mieux? Nous pouvons faire nettement mieux.

Posez-vous la question suivante — pas vous, personnellement, monsieur : pourquoi les Canadiens s'en soucient-ils si peu? On soulève ces enjeux depuis les années 1950. Pourquoi s'en soucie-t-on si peu? Whitehorse disposait autrefois d'une bonne présence militaire, mais elle a disparu.

• (1730)

M. Bob Zimmer: J'ai constaté la même chose, monsieur Coates. Certaines de mes publications sur les médias sociaux génèrent beaucoup d'attention, mais, pour être franc, ce n'est pas le cas avec mes publications sur la souveraineté et la sécurité de l'Arctique. Je suis d'accord avec vous: nous devons soulever cet enjeu davantage.

Pour revenir à cette annonce grandiose de près de 5 milliards de dollars pour NORAD et une partie de la souveraineté et de la sécurité de notre Arctique, j'aimerais parler d'un projet à Nanisivik qui ne s'est jamais concrétisé, malgré les promesses faites. Le gouvernement est en poste depuis six ans, mais il n'a pas encore réalisé ce projet.

J'ai vu passer un article de CTV intitulé « Military hopeful new Arctic port will open in 2022, but 'significant' uncertainty remains ». On y lit que « [l'armée] canadienne affirme qu'il n'y a aucune garantie que sa station navale arctique, retardée depuis longtemps, ouvrira finalement ses portes l'an prochain, ce qui a incité les porte-parole en matière de défense à qualifier les retards de construction actuels de déconcertants et de dangereux. »

J'aimerais vous poser une autre question, monsieur Coates. On peut faire bien des promesses. Le gouvernement actuel en a fait par le passé — un autre 4 ou 5 milliards pour 20 ans de plus —, mais est-ce que ces promesses vont se concrétiser?

Pourriez-vous nous donner vos commentaires là-dessus? Que devrait-on faire pour veiller à ce que ces promesses mènent à des mesures concrètes?

M. Ken Coates: En bref, il faut que les Canadiens s'intéressent réellement à cet enjeu.

La réalité, c'est que le Canada s'intéresse au Nord lorsqu'une autre nation le menace, que ce soit les Russes ou les Américains. Quand quelqu'un se fait voir, comme avec les voyages dans les an-

nées 1970 et 1980 du *Polar Sea* ou du *Manhattan*, nous nous agissons. Nous disons que nous allons faire quelque chose, mais nous ne le faisons pas. Nous nous en désintéressons et perdons nos objectifs de vue.

Oui, cela est en partie dû au manque de suivi des gouvernements, mais aussi aux Canadiens. Les Canadiens se concentrent plus sur le Sud, puisqu'ils vivent près de la frontière canado-américaine pour la plupart. Peu de gens vivent dans le Grand Nord comme nos collègues ici présents de la Saskatchewan ou le ministre du Yukon, alors on s'en fiche.

Le président: Merci, monsieur Coates.

Nous allons maintenant passer à M. Powlowski.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Dans le cadre de cette étude, nous nous penchons sur la souveraineté dans l'Arctique, mais aussi sur la sécurité et la préparation aux urgences des peuples autochtones.

J'aimerais parler de l'enjeu des compétences avec quelques témoins. Est-ce un problème ou non? Je suis le député de Thunder Bay—Rainy River, une circonscription qui se trouve dans le nord de l'Ontario. De nombreuses communautés autochtones vivent dans le nord de l'Ontario et font constamment face à des inondations ou à des feux de forêt. Je suis toujours un peu confus lorsque je regarde ce qui se passe dans ma propre circonscription et que je cherche à savoir à qui reviennent la responsabilité d'agir et la compétence.

À qui revient la compétence dans le nord de la Saskatchewan, vice chef Tsannie? Vous avez parlé de la gestion des urgences dans la province, et il semble que ce soit une responsabilité provinciale, bien que la province travaille de concert avec les communautés autochtones.

Services aux Autochtones joue-t-il un rôle à cet égard, ou offre-t-il un remboursement pour la gestion des urgences en Saskatchewan? Comment cela fonctionne-t-il? Y a-t-il un problème de compétence? Y a-t-il plus de problèmes avec les communautés autochtones qu'allochtones lorsque vient le temps de déterminer qui a la responsabilité d'agir?

Le vice chef Joseph Tsannie: Nous avons travaillé de concert avec les services d'urgence, et nos Premières Nations et nos dirigeants locaux ont la compétence d'agir. En fin de compte, si le chef ou la communauté estime que l'évacuation est nécessaire, la décision revient au chef de la communauté.

Je pense que l'idée, c'est de bâtir des ponts avec les autres, et c'est ce sur quoi nous travaillons. Il est très important d'établir des relations et de collaborer avec les décideurs, bref avec ceux qui sont assis autour de la table. Nous devons travailler ensemble, trouver des façons de nous entendre et créer des partenariats. Voilà pourquoi nous avons un partenariat avec la Croix-Rouge. Nous avons aussi un partenariat et des ententes avec la police et la province. Nous travaillons ensemble autant que possible. Bien sûr, nous avons des divergences d'opinions, mais en fin de compte, ce qui prime, c'est la sécurité de nos communautés.

La responsabilité incombe à la province, qui fournit des services aux Premières Nations, mais nous avons des ententes. Nous nous mobilisons pour tous les services d'urgence. Nous voulons exercer un certain contrôle. Si nos communautés doivent être évacuées, c'est nos Premières Nations et notre organisation, le Grand conseil de Prince Albert, qui fournissent les services de gestion des urgences à nos communautés.

Il s'agit d'un partenariat. Nous nous sommes entendus pour travailler les uns avec les autres. C'est la meilleure méthode.

Merci.

M. Marcus Powlowski: J'en déduis donc que vous travaillez de concert avec la province, qui vous fournit les ressources nécessaires, mais que ces ressources proviennent en fait de Services aux Autochtones?

• (1735)

Le vice chef Joseph Tsannie: La province nous fournit ces services par l'entremise du gouvernement fédéral. Si nous devons intervenir avec nos Premières Nations, une partie des dépenses nous vient du gouvernement fédéral — par l'entremise et avec l'appui du conseil tribal.

M. Marcus Powlowski: J'aimerais poser la même question à M. Mostyn.

À qui revient la compétence? Qui paie, en fin de compte?

L'hon. Richard Mostyn: C'est une excellente question.

Notre gouvernement territorial offre son soutien aux communautés et aux municipalités des Premières Nations. À l'échelle municipale, c'est beaucoup plus clair, ces jours-ci. Elles sont responsables des interventions d'urgence à l'intérieur de leurs limites municipales. Il en va de même pour nos Premières Nations autonomes.

Le problème, c'est qu'on parle de très petites communautés — des communautés de 200 personnes. Certaines sont capables de fournir le soutien nécessaire, d'autres non. Lorsqu'elles ne le sont pas, le gouvernement du Yukon se mobilise nettement plus.

Nous avons en fait sollicité l'aide de participants des Premières Nations pour lutter contre les feux de forêt sur l'ensemble du territoire. Toutes les Premières Nations contribuent maintenant à cette initiative. Nous travaillons en étroite collaboration avec les municipalités et les gouvernements des Premières Nations pour les soutenir. Nous n'avons pas le choix en raison des populations vraiment restreintes. En fin de compte, l'argent nous vient d'Ottawa.

M. Marcus Powlowski: Je n'obtiendrai probablement pas de réponse à ma prochaine question.

Monsieur Coates, à plusieurs reprises au cours de votre témoignage, vous avez laissé entendre que la situation dans le Nord du Manitoba, de l'Ontario et de la Saskatchewan, était, à certains égards, pire que dans le Grand Nord, pire qu'au nord du 60 ° parallèle. Voulez-vous préciser vos propos? Vous ai-je mal compris? Plusieurs représentants de régions au nord du 60 ° parallèle sont parmi nous; vous voudrez peut-être vous en souvenir en répondant.

Le président: Il vous reste environ 25 secondes.

M. Ken Coates: Mes propos sur les territoires nordiques n'étaient pas mal intentionnés.

Cela dit, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut reçoivent nettement plus d'argent que les régions nordiques des provinces. Les territoires nordiques disposent de traités et d'ententes

modernes; on parle d'ententes exhaustives et d'énormes transferts d'argent, soit des centaines de millions de dollars. Ce n'est pas du tout le cas dans les régions nordiques des provinces. La situation est très différente en matière d'autorité, de ressources et de débouchés.

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Madame Gill, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Mme Marilène Gill: Merci, monsieur le président.

Je vais me faire un peu l'avocate du diable. La semaine dernière, nous avons reçu un témoin, M. Thompson, du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Devant la résurgence de certaines crises, que d'aucuns disent en lien avec les changements climatiques, il a dit qu'il faudrait peut-être songer à déplacer certaines communautés.

J'aimerais entendre Mme Mirasty et le vice-chef Tsannie à ce sujet.

Comment percevez-vous ce type de solution pour certains cas particuliers?

[Traduction]

Le président: Voulez-vous répondre en premier, madame Mirasty?

Mme Marcia Mirasty: Je pense que si les dirigeants des Premières Nations avaient le choix de déménager, ils choisiraient de s'installer sur leurs terres traditionnelles si le gouvernement fédéral fournissait un soutien en matière d'infrastructure. La communauté qui me vient immédiatement à l'esprit est la Première Nation d'English River. Autrefois située dans la région de Dipper Lake et de Clear Lake, elle a été déplacée dans la région d'English River, davantage pour faciliter la construction de maisons et de routes par le gouvernement. Nos peuples sont très liés à la terre. Ils retournent sur les territoires traditionnels d'où ils viennent et auxquels ils se sentent liés. Si c'était une option, des familles décideraient certainement de retourner sur leur terre natale, à condition qu'il y ait du soutien offert en matière d'infrastructure.

Le président: Vous disposez d'environ 30 secondes, monsieur Tsannie.

Le vice chef Joseph Tsannie: Nous avons vu ce qui s'est passé dans le Nord du Manitoba avec la nation de Tadoule Lake, qui a été relogée à Churchill. Les conséquences ont été dévastatrices. Nous ne voulons pas apprendre des erreurs passées commises à l'égard de notre peuple. Notre peuple... Leur chez-soi, c'est là où ils vivent. Il y a des gens qui vivent dans des régions marécageuses, où les niveaux d'eau sont très élevés. C'est leur chez-soi. Ce sont les Moskégons. Le peuple déné vit de la terre. Il ne s'agit pas d'une seule partie d'une région. Il s'agit d'une région entière. Notre territoire se trouve à moins de 100 kilomètres de Baker Lake, dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est là où notre peuple est enterré. C'est chez nous.

Fournissez-nous le soutien nécessaire en matière de logement. Les changements climatiques vont se produire. Je ne vois aucune de nos communautés... Aucune d'entre elles n'a exprimé le souhait d'être relogée. Elles sont heureuses là où elles sont.

• (1740)

Le président: Merci.

Vous disposez de deux minutes et demie, madame Idlout.

Monsieur Coates, vous êtes de toute évidence un homme savant. Pourriez-vous prononcer sur la suggestion du vice chef Tsannie quant à une base pour les Rangers canadiens dans le Nord de la Saskatchewan? Croyez-vous que ce serait bénéfique pour la plupart des raisons que le vice chef a déjà éloquentement fait valoir dans son exposé d'aujourd'hui?

M. Ken Coates: Le vice chef a parlé de deux éléments. Il a mentionné les Rangers et le rôle qu'ils pourraient jouer pour la défense du Nord et les premières alertes. Il a également mentionné les capacités en recherche et sauvetage dans le Nord de la Saskatchewan pouvant se rendre jusque dans l'Arctique. J'approuve ces deux suggestions.

C'est un exemple classique où nous devons nous pencher sur les multiples effets à long terme d'une idée. Un tel projet pourrait être enrichissant pour les communautés et apporter une énergie, une fierté et de l'enthousiasme aux jeunes. J'ai passé du temps avec la population de La Ronge et j'ai vu ce qu'y font les jeunes. Les activités leur procurent un enthousiasme contagieux. Une entente similaire existe au Yukon, où des groupes de Rangers se trouvent. Je suis persuadé que le ministre a travaillé avec eux. Une passion et une énergie habitent la communauté. Ce genre d'initiative anime réellement les jeunes.

N'entamez pas ce projet seulement pour la recherche et le sauvetage ou seulement pour la préparation militaire. Réalisez-le pour tous les autres bienfaits que procure une approche complète.

M. Gary Vidal: Je vous remercie de votre réponse.

Il me reste un peu de temps, alors, vice chef, vous aurez le dernier mot à ce sujet.

Vice chef, je vous demanderais de répéter aux fins du compte rendu votre appui pour une base pour les Rangers canadiens dans le Nord de la Saskatchewan.

Veillez parler jusqu'à ce que le président vous interrompe.

Des voix: Ha, ha!

Le vice chef Joseph Tsannie: Ces capacités sont prêtes. Nous réalisons déjà certaines activités de recherche et de sauvetage. Nous retrouvons des personnes introuvables. Je me suis rendu à Ottawa avec le militaire où nous avons examiné une caméra à haute définition qui peut voir dans un rayon de 40 kilomètres — c'est une caméra à infrarouges qui perçoit les images à travers la fumée. Nous voulons ces capacités. Afin d'être prêt à se servir de cette caméra, un apprenant doit suivre une formation de deux semaines. Les jeunes représentent la plus grande partie de notre population. Qui d'autre que nous peut mieux survivre dans les régions nordiques? Nous pouvons fournir ce service.

Comme vous l'avez dit, je ne cherche pas de combattants. Je veux de l'appui. Nous pouvons livrer du carburant dans l'Arctique. Nous pouvons offrir du soutien sur le terrain. Nous pouvons fournir des aliments, au besoin, dans certaines situations. Nous avons la population nécessaire. Nous détenons les capacités. Nous pouvons fournir l'appui qui sera nécessaire en cas d'urgence.

Nous sommes un partenaire plein de volonté. Nous détenons les compagnies aériennes nécessaires. Nous avons des jeunes. Nous sommes dotés de la technologie qui s'impose. Nous avons les compagnies pour renforcer notre capacité. Nous avons besoin d'appui et nous devons établir une stratégie, comme je le disais, en opérant.

Je crois que, en fin de compte, le gouvernement fédéral, les provinces et les Premières Nations peuvent se rassembler dans l'Arctique pour établir une stratégie et trouver la meilleure solution qui soit pour nos collectivités nordiques. Je veux aller dans l'Arctique. J'aime tellement le Nord.

Le président: Merci, vice chef.

Pour conclure, nous allons écouter M. Fisher pendant cinq minutes.

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président. Je remplace un collègue à une séance de comité fort fascinante.

Je m'adresse à tous les témoins pour vous remercier de vos témoignages d'experts et de tous vos commentaires. Votre amour impérissable pour le Nord est palpable lorsqu'on vous écoute.

Monsieur le ministre Mostyn, je crois que la majorité d'entre nous conviendra que les changements climatiques nous touchent tous, mais que le Nord est touché de façon disproportionnée. Les feux et les inondations parlent d'eux-mêmes. Vous avez mentionné les partenariats regroupant les municipalités, les provinces, les Premières Nations et le gouvernement fédéral, et je vous félicite pour cette collaboration. Je reconnais que tous les ordres de gouvernements ont dû agir pour investir en atténuation des changements climatiques et en amélioration d'infrastructures.

Monsieur le ministre, que fait votre gouvernement provincial afin d'atténuer les effets des changements climatiques, et quels investissements réalise-t-il en ce sens? Je suis curieux de savoir si vous voulez approfondir un sujet et, comme M. Vidal l'a dit, présenter officiellement vos commentaires aux fins du procès-verbal.

• (1750)

L'hon. Richard Mostyn: C'est une question importante.

Nous dépensons une somme astronomique, des centaines de millions de dollars au cours des 10 prochaines années, pour les changements climatiques. Nous avons créé le plan qui s'intitule « Notre avenir propre ». Je crois que ce plan donne l'exemple au reste de la nation. Je sais que des plans existent probablement ailleurs, mais je suis vraiment fier de ce que nous accomplissons ici, dans le territoire, avec si peu de ressources. Le plan est composé d'objectifs mesurables, et nous rendons des comptes chaque année sur nos activités. Il comporte des centaines de recommandations et d'échéanciers pour la mise en œuvre.

Nous avons déclaré l'urgence climatique dans notre territoire; lorsqu'on fait une telle déclaration, on affirme par le fait même que l'urgence en cours relègue tous les autres enjeux au second plan. Nous devons adopter cette optique pour nous assurer de faire face à l'urgence.

Nous cherchons à créer un programme qui aidera les Yukonnais à réduire leurs factures de chauffage parce que le chauffage émet une énorme quantité de gaz à effet de serre. Le territoire produit beaucoup de gaz à effet de serre, alors nous étudions des moyens pour inciter les résidents à rendre leurs logements plus écoénergétiques et ainsi réduire les coûts de chauffage alors que les prix de diesel et d'essence montent en flèche.

Nous envisageons d'élargir notre réseau électrique et d'y ajouter de l'énergie verte. J'ai mentionné Old Crow. Nous installons une technologie de stockage d'énergie dans les batteries à Whitehorse, encore une fois avec l'aide du gouvernement fédéral. Des Premières Nations de partout dans le territoire installent des centrales solaires et éoliennes. Nous collaborons de très près avec nos Premières Nations pour renforcer leurs capacités locales en gestion d'urgences et leur résilience climatique ainsi que pour les aider à élaborer de rigoureux plans d'urgence.

Il est inspirant de constater la résilience et le leadership dont font preuve les Premières Nations et les administrations locales du Yukon lors des urgences qui ont atteint un nombre sans précédent au cours des dernières années.

Comme je l'ai dit, chaque dollar dépensé pour prévenir les problèmes et bâtir de meilleures infrastructures ainsi que des installations récréatives, des routes et des logements plus efficaces sera très rentable au bout du compte puisqu'il en coûte très cher de remplacer les routes inondées et les écoles dans une communauté de 250 personnes. La construction d'une école dans cette communauté coûtera plus de 40 millions de dollars. Comment s'y prendre? Nous devons veiller à construire ces installations de sorte qu'elles survivent à la crise climatique que nous traversons.

Je vais m'arrêter ici parce qu'il y a tant à faire.

M. Darren Fisher: Merci, monsieur le ministre.

En règle générale, diriez-vous que le gouvernement fédéral est un partenaire clé et qu'il vous appuie bien?

L'hon. Richard Mostyn: L'appui que nous recevons de nos partenaires fédéraux est tout simplement inestimable. Les programmes d'infrastructures que le gouvernement fédéral a mis en œuvre dans le Nord — les programmes d'infrastructures pour renforcer la nation — sont indispensables pour le territoire.

Nous avons demandé de l'aide au gouvernement fédéral. Nous avons dépensé chaque sou que le gouvernement fédéral nous a versé. Le financement d'autres programmes, à hauteur de 1 milliard de dollars, n'a pas encore été reçu. Les besoins sont gigantesques, mais le gouvernement fédéral a été d'une aide salutaire pour bâtir nos routes et nos ponts, et pour nous préparer aux changements climatiques que nous connaissons. Malheureusement, beaucoup plus de ressources sont nécessaires.

M. Darren Fisher: Monsieur le président, je vois qu'il me reste 19 secondes. Je vais céder le reste de mon temps. Il est difficile de poser une question et d'obtenir une réponse dans un délai si court.

Monsieur le ministre Mostyn, je vous remercie énormément pour tout le travail que vous effectuez et, encore une fois, je tire mon chapeau aux témoins pour leurs témoignages d'experts. Je vous en suis très reconnaissant.

Le président: Merci beaucoup, et permettez-moi de reprendre ces bons mots. C'est notre dernière réunion avant de faire relâche jusqu'à l'automne et de poursuivre cette étude qui est loin d'être terminée. J'ai été ravi d'entendre quatre formidables témoins aujourd'hui qui ont chacun leurs propres champs d'expertise et leurs propres expériences.

En cette Journée nationale des peuples autochtones, nous n'aurions pu demander une meilleure façon de terminer nos travaux jusqu'à ce que nous nous retrouvions à l'automne.

Merci beaucoup de votre patience lorsque vous nous avez attendus. Je vous remercie également de vos témoignages, vos déclarations liminaires et vos réponses franches à toutes nos questions.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>